



## «Pas très combatifs, les fils de Tell!»

**Marie-Hélène Miauton appelle à une «saine révolte» pour défendre la place financière**

La place financière suisse, menacée de toutes parts et soumise à une forte pression des Etats-Unis, de la France et de l'Allemagne, peut compter sur une nouvelle alliée. Fondatrice de l'institut d'études économiques et sociales M.I.S. Trend, la Romande Marie-Hélène Miauton publie (Editions Slatkine) un livre plaidoyer intitulé *Les raisons de lutter*.

Contre qui? Aussi bien contre «les esprits malveillants de l'extérieur, pétris de stéréotypes, dévorés de jalousie, que contre les censeurs de l'intérieur, enclins à l'autoflagellation et pour qui l'herbe est plus verte dans le pré du voisin». Et comme Marie-Hélène Miauton ne manie pas la langue de bois, elle griffe nommément les coupables: l'actuel ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg et l'ancien ministre allemand Peer Steinbrück, qui avait comparé les Suisses «à des Indiens fuyant devant la cavalerie».

Les Suisses, parlons-en. Aux yeux de la Romande, ils sont surtout pleutres; elle se désole que «tout le monde lâche avec entrain» les banques. Et elle les ha-

rangue: «Pas très combatifs, les fils de Tell!»

Roulez tambours! Cette Suisse s'emparerait presque d'une hallebarde. On sent sa colère, presque à chaque page d'un livre plus proche du brûlot politique que de la thèse basée sur les sciences économiques.

Pour l'auteure, l'heure d'une «saine révolte» du peuple suisse est venue. Marie-Hélène Miauton, sur les traces de l'économiste Joseph Schumpeter, est aussi d'avis que l'UBS ne devait pas être sauvée par la Suisse en 2008.

Son plaidoyer fâchera les penseurs de la droite pure et dure, et irritera les intellectuels de gauche. Le livre mérite donc amplement d'être lu.

Au chapitre des solutions, elle dresse trois scénarios possibles: céder pour mieux sauter; temporiser pour sauver les meubles; lutter pour conserver notre indépendance.

«Mais céder comme temporiser exigent une stratégie», que la Romande considère comme inexistante. Percevant surtout «l'affolement des Suisses», Conseil fédéral en tête, elle choisit le troisième qui passe, selon elle, par un «bouquet d'actions complémentaires» dont celles-ci: conditionner nos éventuelles



**Marie-Hélène Miauton**  
Institut  
M.I.S. Trend

concessions à notre participation au G20; nous créer des alliances; communiquer sur nos valeurs fondatrices; ne rien céder sans contrepartie; organiser des structures de veille pour casser les stéréotypes; invoquer nous aussi des mesures de rétorsion (la Romande pense ici à l'action sur les 260 000 frontaliers qui viennent travailler chaque jour en Suisse).

En conclusion, formulons deux regrets. Le premier? Dans son inventaire (plus large que les pistes qui viennent d'être citées), l'auteure enfonce beaucoup de portes déjà ouvertes par d'autres, comme le lobby bancaire.

Second regret: comme beaucoup d'intellectuels qui défendent avec fougue une thèse, Marie-Hélène Miauton enferme ses lecteurs dans une vision très caricaturale, avec les bons d'un côté, les méchants de l'autre. Or, dans le monde de la finance comme dans celui de la diplomatie, les choses ne sont sans doute - hélas - pas toujours aussi simples.

**Roland Rossier**